

Bulletin du FMI

SPIRALE DES PRIX DE L'ALIMENTATION ET DES COMBUSTIBLES

Pouvoirs publics : comment réagir?

Bulletin en ligne
1^{er} juillet 2008

- Dilemme : comment protéger les pauvres du choc sur les prix tout en maintenant la stabilité économique
- Les subventions généralisées aux produits alimentaires et pétroliers entraînent des coûts budgétaires élevés
- Le marché mondial des produits alimentaires doit demeurer ouvert

Selon une nouvelle étude du FMI, les pays disposent d'une gamme de mesures monétaires, commerciales et budgétaires pour juguler l'impact désastreux du renchérissement des produits alimentaires et pétroliers et s'adapter à la situation.

La menace de la famine a dramatiquement aggravé l'enjeu pour les pays à revenu faible ou intermédiaire qui dépendent d'aliments et de combustibles importés. Ces pays doivent à présent trouver comment nourrir les affamés et maintenir leur stabilité macroéconomique face à l'accélération de l'inflation et au ralentissement de la croissance.

Chaque pays étant différent, les politiques appropriées varient beaucoup de l'un à l'autre. Les missions du FMI aident les pays à évaluer l'impact macroéconomique des chocs sur les prix de l'alimentation et des combustibles et préconisent les moyens de créer l'espace budgétaire nécessaire pour accroître les dépenses en faveur des pauvres, contenir l'inflation par la politique monétaire et du taux de change, et structurer la politique commerciale de façon à équilibrer l'offre et la demande.

Le FMI fournit aussi une assistance technique. Il peut par exemple aider les pays à modifier leur fiscalité et leurs tarifs douaniers, ou à concevoir des programmes de transferts ciblés pour les pauvres. Il se tient prêt à décaisser rapidement des fonds aux pays qui font face à des besoins de balance des paiements, et a déjà fourni un financement supplémentaire à sept pays à faible revenu grâce à sa facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Protéger les pauvres

Des pays recourent déjà à une vaste gamme d'instruments de politique pour atténuer l'impact de la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles. Sur le plan de l'efficacité, il vaut mieux transmettre en totalité les hausses de prix aux consommateurs car cela encourage les producteurs à accroître l'offre et les consommateurs à réduire la demande. Simultanément les pauvres doivent être protégés car ils n'ont guère les moyens de supporter les hausses de prix.

La meilleure approche consiste à élaborer un dispositif de protection sociale bien ciblé. Mais de nombreux pays à faible revenu n'en ont ni la capacité ni les moyens budgétaires. C'est pourquoi la plupart des pays affectés ont dû recourir à d'autres politiques susceptibles d'être appliquées rapidement.

Vingt-neuf des 46 pays qui déclarent subventionner les carburants ont augmenté ces subventions face à l'envolée des prix du pétrole, qui dépassent à présent 140 dollars le baril. Ces subventions ont atteint des niveaux stupéfiants dans certains pays : cinq pays affirment y consacrer plus de 5 % de leur PIB. Outre qu'elles sont extrêmement coûteuses, les subventions généralisées encouragent la surconsommation, exacerbent les pressions à la hausse des prix du carburant sur le marché mondial et sont difficiles à éliminer.

Hausse de la consommation

Quatre-vingt quatre pays signalent avoir abaissé les taxes sur les produits alimentaires. Mais la réduction des taux d'imposition sur la consommation et des droits d'accise entraîne une hausse de la consommation. Et comme les ménages aisés consomment une part disproportionnée de presque tous les produits, ils reçoivent aussi une part disproportionnée de l'avantage d'une réduction des taux d'imposition.

Vingt-huit pays rapportent subventionner directement les produits alimentaires, certains à hauteur de plus de 1 % du PIB. Vingt-deux de ces pays ont accru les subventions alimentaires depuis 2006. Les subventions généralisées abaissent les prix, mais tous ceux qui achètent ces produits moins chers en profitent, y compris ceux qui auraient les moyens d'en payer le prix réel.

Cinquante-six pays ont tenté de contourner les problèmes que posent les prix subventionnés et les réductions d'impôts en ciblant les transferts sur certains groupes (plus vulnérables) au moyen de déjeuners scolaires, de projets de travaux publics et de transferts en numéraire. Trente-neuf pays ont accru ces subventions. Comme nous l'avons indiqué, des transferts ciblés peuvent être très efficaces mais sont difficiles à gérer pour les pays dont les ressources sont limitées.

Contenir l'inflation

Une autre difficulté importante consiste à contenir l'inflation. Il vaut mieux en général que les pays tentent de faire face aux effets du renchérissement de l'alimentation et des combustibles au moyen de la politique monétaire pour éviter des augmentations de prix plus généralisées. Ceci est particulièrement important pour les pays où les prix sont déjà en hausse du fait de l'accroissement des dépenses budgétaires.

Dans la mesure où les chocs paraissent devoir être définitifs, ils exigeront sans doute une dépréciation réelle du taux de change des pays importateurs nets de produits alimentaires et pétroliers. Le resserrement de la politique monétaire permettrait de réaliser une grande partie de cette dépréciation réelle par une baisse de l'inflation plutôt que par une dépréciation nominale.

Maintenir ouvert le marché des produits alimentaires

De nombreux pays ont aussi réagi à la crise au moyen de la politique commerciale. Certains grands producteurs alimentaires ont imposé des restrictions aux exportations. Si le désir d'assurer la sécurité alimentaire de la nation est compréhensible, de telles politiques aggravent le problème global en décourageant la production. Il conviendrait donc d'éliminer les taxes et restrictions à l'exportation afin que producteurs et consommateurs puissent s'adapter au niveau plus élevé des prix. En revanche, les réductions de tarifs douaniers peuvent être utiles en réduisant les distorsions aux échanges et en atténuant les hausses des prix.

À l'avenir

Par souci d'équité et forcés de réagir rapidement, de nombreux pays ont mis en œuvre des mesures généralisées plutôt que des mesures ciblées. Mais ces mesures coûtent cher. Les recherches du FMI montrent que les réserves de près de 60 pays à revenu faible ou intermédiaire risquent de tomber à des niveaux dangereusement bas si les prix restent à leur niveau actuel — ou continuent d'augmenter, ce qui semble déjà se produire pour le pétrole.

Les pays concernés doivent évaluer s'il convient de passer à des mesures — plus efficaces pour leur coût — ciblant directement les ménages les plus vulnérables. Mais il n'est pas aisé de procéder à une telle réforme. Il est essentiel d'adopter une approche multilatérale de la crise et la communauté internationale devra concerter ses efforts pour que la nourriture et le financement parviennent le plus vite possible aux pays les plus touchés. Le FMI se tient prêt à jouer son rôle et fournit ses conseils en élaboration des politiques, son assistance technique et son appui financier aux pays qui en ont besoin.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey